Adhésion d'Ankara vue sous l'angle des relations arméno-turques

Description

Le 17 décembre prochain, l'Europe s'interroge sur l'ouverture de négociations d'adhésion d'Ankara : la Turquie peut-elle devenir un membre à part entière de l'Union européenne ?



CAUCAZ.COM a exploré la question turque sous l'angle des relations arméno-turques. Comment Bruxelles doit-elle et peut-elle réagir sur ce dossier épineux ? L'adhésion turque sera-t-elle synonyme d'une réouverture de la frontière arméno-turque et d'un développement théoriquement bénéfique du commerce entre deux pays aujourd'hui viscéralement ennemis ?

Il y a peu, rapporté dans la presse turque et traduit dans la presse arménienne, le maire de Kars – ville isolée de l'est anatolien aux portes du Caucase, à 75 km de l'Arménie- signalait que sa pétition pour la réouverture rapide de la frontière arméno-turque avait rassemblé pas moins de 50 000 signatures.

Côté arménien, s'ajoute le paradoxe des discours d'Arméniens d'Arménie et d'Arméniens de la diaspora, entre inquiétude et impatience à voir cet espace économique reprendre son souffle.

A l'heure d'une opinion publique et politique européenne divisée sur l'européanité de la Turquie, l'adhésion éventuelle d'Ankara repousserait les frontières orientales de l'UE encore plus au sud et à l'est. Posant inéluctablement, et une fois de plus, la question des relations arméno-turques.

Pays charnière par essence entre Europe et Asie, entre monde chrétien et musulman; la Turquie peut-elle faire partie de l'Europe ? La question est à double tranchant. En premier lieu parce qu'elle soulève une pléiade d'enjeux considérés – à tort ? – de second plan, notamment le sentiment populaire et la tournure des échanges à venir entre la Turquie et l'Arménie.

Outre l'inquiétude provoquée par l'explosion démographique et la puissance économique d'un pays de 70 millions d'habitants, les chefs d'Etat et de gouvernement des 25 Etats membres doivent donc se pencher sur le dossier des relations Erevan-Ankara.

Mais, l'Histoire montre que les positions ne sont pas figées et évoluent. Prenons l'exemple de la Grèce qui a freiné pendant des années l'entrée de la Turquie dans l'UE. Aujourd'hui, le Premier ministre grec M. Karamanlis est en faveur de cette adhésion. Un feu vert à la candidature du voisin turc impliquerait pour beaucoup un renforcement de valeurs démocratiques et de stabilité dans une région qui en souffre encore terriblement.

Par Célia CHAUFFOUR – Caucaz.com
Vignette : photo libre de droits (pas d'attribution requise).

Retour en haut de page

date créée
01/12/2004
Champs de Méta

Auteur-article : Célia CHAUFFOUR